



Décision individuelle N° 2021 – 268

Pétitionnaires : CAMBONIE Shirley

Adresse : 2 rue Gambetta 06140 VENCE

Nature de la demande : prises de vues et de sons réalisées dans le cadre d'une activité professionnelle

Intitulé du projet : Projet artistique « Pèlerinage de recherche »

Localisation : zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, commune de Tende

La Directrice de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L.331-4-1, L.331-26, R.331-65, R.331-67 et R.331-68,

Vu le décret n°2009-486 du 29 avril 2009 modifié par le décret n°2018-754 du 29 août 2018, notamment ses articles 3, 15 et 16,

Vu le décret n°2018-754 du 29 août 2018 approuvant la Charte modifiée du Parc national du Mercantour, notamment les modalités 29, 31 et 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Vu l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment les articles 3 et 4,

Vu la décision n°2020-353 du 25 novembre 2020, donnant délégation permanente de signature à la directrice-adjointe de l'Établissement public du Parc national du Mercantour,

Vu l'arrêté n°2013-09 du 3 juin 2013 instituant la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles et de Fontanalbe, notamment ses articles 4, 6 et 7,

Vu l'arrêté n°2018-07 du 1^{er} juin 2018 réglementant la pratique du bivouac dans le cœur du parc national,

Considérant les demandes formulées en date du 29 juillet 2021 par Madame CAMBONIE,

Considérant que le projet de reportage a pour objectif d'illustrer un choix de recherche artistique relatif à la « spiritualité dans les Alpes », à travers notamment les rôles et les fonctions des gravures rupestres des Merveilles ainsi que les modes de vie des hominidés, de l'époque de leur création aux temps modernes,

Considérant que le délai entre la demande et sa réalisation envisagée n'a pas permis de vérifier la cohérence du projet avec les faits et les théories archéologiques validées scientifiquement et attachées au site du Mont Bégo,

Considérant que l'approche exposée implique un risque important de distorsion chronologique et géographique,

Considérant à ce titre, que le projet n'est pas clairement compatible avec l'un ou l'autre des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 34 d'application de la réglementation dans le cœur,

Considérant en outre que la demande comporte un survol de drone, un bivouac et que de nombreuses gravures rupestres ne sont pas accessibles aux visiteurs individuels sans circuler ou stationner en dehors des itinéraires balisés,

Considérant que Madame CAMBONI n'a pas pu apporter dans le délai imparti, les garanties d'organisation susceptibles d'attester du respect des arrêtés n°2013-09 et n°2018-07 sus-visés,

Considérant qu'un survol de drone induit également un risque important de dérangement de la faune sauvage et domestique ainsi que des usagers du site, incompatible avec l'objectif de maintien de l'ambiance du site,

Considérant parallèlement que le site des gravures rupestres fait actuellement l'objet d'une programmation culturelle et artistique coordonnée par les gestionnaires partenaires, que les artistes participants y ont été sélectionnés sur la base de la cohérence des fondements de leurs projets avec les valeurs représentatives des lieux, repères et théories archéologiques,

Considérant que le projet de Madame CAMBONI tel qu'il est présenté n'apparaît pas compatible avec cette programmation et la lisibilité des projets artistiques sélectionnés,

DÉCIDE

Article 1 : Identité du bénéficiaire – Nature de la demande

Sur la base du projet présenté en date du 29 juillet 2021, Madame CAMBONIE Shirley n'est pas autorisée à réaliser des prises de vues dans un cadre professionnel, au sein de la zone réglementée des gravures rupestres des Merveilles située dans le cœur du parc national.

Article 2 : Mesures de contrôle

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 3 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

Article 4 : Publication

La présente autorisation sera notifiée au bénéficiaire et publiée pour l'information des tiers au recueil des actes administratifs de l'Établissement public du Parc national du Mercantour (<http://www.mercantour-parcnational.fr/fr/raa>).

À Nice, le 4 août 2021



La Directrice-adjointe
du Parc national du Mercantour

Sandrine GRANDFILS

Copie :

- service territorial « Roya »
- I.LHOMMET

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.